

# ASSOCIATION COURRIEL

COLLECTIF UNITAIRE RÉPUBLICAIN DE RÉSISTANCE, D'INITIATIVE ET D'EMANCIPATION LINGUISTIQUE  
~ [www.courriel-languefrancaise.org](http://www.courriel-languefrancaise.org) ~

## CONSULTATION PRÉPARATOIRE 2013 *LISTE DES POINTS SOUMIS AUX VOTES DES MILITANTS*

---

*Les points suivant sont soumis à vos avis, dans le cadre de la campagne internet préliminaire de cadrage de l'activité de l'Association.*

Vos votes (pour les adhérents à jour seulement), mais aussi vos opinions consultatives (sympathisants) feront l'objet d'une synthèse et *serviront de points de départ aux travaux de l'Assemblée Générale 2013.*

Pour rendre cette dernière plus efficace, et orchestrer le compromis entre un large choix et points abordés et de réponses, et les limites de temps et de technicité d'une AG réaliste, les propositions ci-dessous feront donc l'objet d'une sélection sur la base de la Consultation, et les conclusions de celle-ci seront également proposées au vote de l'AG.

Les « *notes* » en vert soulignent les points nécessitant un engagement militant fort (c'est à dire votre soutien physique, logistique) pour être réellement mis en œuvre. Merci ainsi de tenir compte, avec pragmatisme, de la réalité des besoins que vos choix vont induire pour l'Association.

Des « *éléments de décision* » sont portés à votre connaissance à la suite de chaque question, et qui constituent un simple retour d'expérience (subjectif) du bureau national. Nous espérons par là contribuer à un choix informé, mais vous êtes absolument libre de ne pas en tenir compte.

Enfin, le bureau national présente clairement sa préférence (« *Le programme* »), c'est à dire le programme qu'il a mis, ou souhaite davantage, mettre en œuvre. Il s'agit à la fois d'un besoin de transparence, d'une profession de foi, et d'une occasion de vous faire mieux connaître la sensibilité collective du bureau qui anime actuellement pour vous l'Association.

## 1. [INTERNE] Quel service les militants attendent-ils de l'Association ?

*En plus (et à côté) des actions militantes essentielles de l'Association, et dont le contenu fait par ailleurs également l'objet d'un vote, dans sa communication envers ses adhérents et/ou sympathisants, et plus généralement dans son rôle d'animation d'une communauté, le COURRIEL doit-il :*

- a) Diffuser davantage de **communiqués électroniques ponctuels**, en réponse à l'actualité ?
- b) Diffuser plutôt des **bulletins électroniques réguliers de synthèse**, sur une base mensuelle/trimestrielle/autres ?
- c) Se doter d'un **bulletin papier**, diffusé sur une base trimestrielle/autres ?
- d) Organiser davantage de **consultations électroniques** comme celle-ci ?
- e) Organiser des rencontres et des **permanences ponctuelles**, notamment sur Paris, sur une base régulière ?
- f) **Rien** de plus que ce qui se fait actuellement n'est réellement nécessaire.

### Éléments de décision :

Il est bien évident que chaque proposition mériterait d'être mise en œuvre, et que dans l'hypothèse où le bureau national y serait en mesure, une telle question ne pourrait être que purement formelle.

La réalité est tout autre, et le bureau est très largement en sous-effectif pour répondre à l'actualité de notre combat, et même simplement saisir toutes les opportunités qu'il se crée de le faire progresser. Le bureau est constamment amené à faire des choix, à déterminer les priorités de son action, et souvent à reléguer certaines batailles, fautes de bataillons.

Conscient de se laisser accaparer, peut-être, par l'ampleur de la tâche, et souhaitant apporter une meilleure visibilité à nos militants sur la vie de l'Association, le bureau voudrait néanmoins réfléchir avec vous à une meilleure implication, et déjà une meilleure information de sa base. *Nous vous invitons donc à faire la part des choses* et ne sélectionner que la ou les actions qui seraient réellement susceptibles de vous apporter quelque chose vis à vis de notre lutte, et dans votre relation avec l'Association (par exemple, ne pas mettre en avant un bulletin régulier que vous ne seriez pas sûr d'avoir le temps et le besoin de consulter...).

*En cas de choix multiples, merci de bien vouloir hiérarchiser et commenter vos préférences.*

### Le programme du bureau national :

Sur ce point, l'équipe sortante, et qui sollicite à nouveau votre confiance, est particulièrement ouverte à toute tendance qui se dégagerait de ces débats.

Le compromis que nous proposerions par défaut serait la mise en place d'un bulletin électronique régulier de synthèse (point *b*), et nous avons déjà commencé à y travailler. Dans un premier temps, la fréquence envisagée serait de un bulletin tous les 2 mois, avec des communiqués « de circonstance » lorsque l'actualité l'exige.

## 2. [STRATÉGIE] Action(s) du COURRIEL

L'action du COURRIEL devrait-elle **plutôt** :

- a) Renforcer son orientation en direction des **médias** ;
- b) S'orienter davantage en direction des **élus** :
  - 1. au Parlement
  - 2. en local :  
députés, sénateurs, maires, *dans leur circonscription* par des interventions individuelles de chaque adhérent utilisant des documents préparés par le bureau national.  
*Note : non essayé encore ; voter ici suppose être prêt soi-même à tenter une telle démarche.*
- c) Peser auprès du **pouvoir** (Présidence, 1<sup>er</sup> Ministre, ministères).
- d) Se porter avant tout sur le **terrain** :  
débats et conférences, présence dans les grands rassemblements, fêtes populaires, manifestations, affichage, tractage, autocollants, ...  
*Note : cela demande avant tout de grands moyens humains. Si vous estimez ce type d'actions nécessaires, voire essentielles, nous vous invitons à vous porter volontaire, pour les rendre toujours plus nombreuses et visibles.*
- e) Se rapprocher des **syndicats** et organisations de salariés (monde du travail).
- f) Intervenir sur le plan **judiciaire** (pour non respect de la loi Toubon)
- g) Intervenir directement auprès des **commerces et entreprises anglomaniaques** (enseignes, raisons sociales, publicités, etc...)  
*Note : peu ou pas de moyens de coercitions, et un besoin de relais militants pour sensibiliser individuellement les commerces de proximité et les décideurs locaux des entreprises.*
- h) S'exprimer conjointement avec les autres associations de défense de la langue française (actions unitaires).

### Éléments de décision :

Les moyens d'actions sont multiples, et cette liste n'est ni exhaustive, ni même représentative de tout ce à quoi l'Association s'est essayée depuis sa création.

Tout ce qui est proposé au vote est déjà une pleine réalité, et souvent, *en regard de nos moyens limités*, un succès. Ce que nous requérons par ce vote est hiérarchie des priorités de l'Association, la tendance claire à suivre pour mieux faire correspondre nos efforts et vos attentes.

Lors de votre réflexion, nous vous invitons à garder en mémoire que :

- Ⓜ *D'autres associations de défense du français sont déjà présentes, et depuis longtemps, sur le terrain institutionnel et politique.* Le COURRIEL n'y joue pas les seconds couteaux pour autant, puisque, outre un rendez-vous avec l'équipe de campagne de J.L. Mélenchon aux présidentielles, nous avons été reçu par plusieurs ministères du nouveau gouvernement, et inspirons depuis longtemps de nombreuses « questions au gouvernement » entre autres actions parlementaires. Ce n'est cependant pas notre spécificité, ni la vocation qu'avait l'Association lors de sa création ; plus encore, cet influençage est fait depuis 30 ans et n'a qu'à peine freiné, plus que contenu, l'anglophonisation forcée que nous subissons, en dépit de quelques succès ponctuels.
- Ⓜ *L'action parlementaire est déjà un fait : de nombreuses questions au gouvernement ont été posées à notre initiative par des députés engagés. Une Commission d'Enquête a déjà été officiellement demandée –sans succès, comme on s'en doute. Actuellement, le bureau est en train de s'atteler à la mise en place et l'animation d'un groupe parlementaire sur la question, avec un membre du bureau exclusivement consacré à cette tâche.*
- Ⓜ *Aucune autre association n'est dédiée à la prise de conscience de la majorité, du peuple. Et si les associations linguistiques, avec qui nous travaillons souvent en bonne intelligence, nous suivent volontiers pour distribuer des tracts ou organiser des rassemblements, **aucunes** ne l'avaient fait ni ne le feraient si le COURRIEL ne le proposait pas, voire ne l'organisait pas.*
- Ⓜ *L'action auprès des médias, qui donne beaucoup de visibilité à nos efforts, reste très coûteuse en temps et en énergie ; on ne suspecte que peu, de l'extérieur, la frilosité voir l'hostilité première des rédactions vis à vis d'un tel sujet, même dans les meilleures publications. Pour la rendre efficace, il faudrait de plus parvenir enfin à forcer la porte (blindée) des médias qui font l'opinion, notamment Le Monde, Le Figaro et Libération, les radios comme France Inter et les télés, dont France 2. Notons que les médias locaux et notamment régionaux ne sont pas à négliger : une presse et des radios de proximité, souvent dotées d'une bonne audience et bien plus accessibles que leurs consœurs nationales. On y touche d'ailleurs un public généralement différent, et ce sont donc des moyens très complémentaires à utiliser.*
- Ⓜ *Les syndicats sont peu sensibilisés au problème des attaques portées contre la langue française, sans doute car déjà très occupés par les problèmes sociaux actuels. Et ce en dépit de quelques militants « linguistiques » très implantés au*

sein des centrales syndicales. La CFE-CGC a cependant organisé un important colloque, auquel nous avons été conviés, et les lignes semblent bouger lentement, dans le sens d'une prise de conscience de l'aliénation, mais aussi du risque professionnel accru et de la discrimination que représentent le fait de se voir imposer le travail en langue étrangère (en anglais), qui plus est par un dogmatisme libéral cachant souvent mal le manque de raisons objectives, poste par poste, d'une évolution générale si lourde de conséquences.

- ⌚ *Sur le plan juridique*, l'Association n'a pas encore 5 ans d'existence et ne peut ester directement en tant que personne morale. Elle peut cependant agir en liaison avec d'autres associations plus anciennes. Cette action très spécialisée demande une veille rigoureuse (nourrie notamment par les remontées des militants) et des compétences techniques particulières (juristes, avocats...). Elle est reprise, au niveau inter-associatif par « DDC » (Droit De Comprendre), structure fédératrice exclusivement consacrée au respect de la loi Toubon, et portée essentiellement par les associations *agrées* par le ministère (ALF, DLF), dont c'est la raison d'être des subventions reçues. Tout en ayant déjà participé ponctuellement aux travaux de DDC, et en alimentant à l'occasion ses relevés d'infraction (formulaire disponible sur notre site), nous sommes pour le moment en retrait. Notons à ce propos que l'action en justice est de moins en moins probante, le législateur tenant compte du « consensus » actuel pour statuer, et se montrant de moins en moins enclin à la sévérité.
- ⌚ *L'action inter-associative*, qui a permis déjà de nombreuses réalisations (achat collectif de matériel de sonorisation pour les manifestations, création et diffusion conjointe de textes, tracts, communiqués, rassemblements en commun...) semble demeurer plus que jamais nécessaire en l'état du rapport de force actuel. Obtenir un consensus sur les moyens de l'action, une relecture croisée, et plus généralement s'organiser entre les bureaux nationaux des principales associations nationales (ALF, AFRAV, DLF, et plus occasionnellement l'ASSELAF et le CLEC) est néanmoins souvent difficile, comme on peut se l'imaginer : disponibilités diverses, priorités différentes, et surtout, évidemment, cadrages politiques variés. Toutes les actions ne peuvent avoir vocation à être ainsi partagées, simplement car l'angle d'attaque du problème peut largement différer –et c'est là d'ailleurs la meilleure raison de cette diversité associative : traiter à travers elle tous les aspects du problème, par tous les moyens d'actions possibles, et à destination de tous les publics.

### Le programme du bureau national :

Le bureau national est partisan d'une approche équilibrée, et « opportuniste », en relation avec nos forces encore renaissantes.

« Opportuniste » comme toute action de guérilla, comme toute *petite* formation, comme tout « commando » : répondre aux événements, parfois les anticiper également, mais faute d'une vraie capacité, sur le moyen terme, à les créer (ou à les

créer à répétition). C'est à dire appuyer une action en justice quand elle se présente (mais sans en assumer l'essentiel du dossier), sensibiliser tout spécialement les parlementaires contre les projets de loi les plus contraires aux intérêts de notre lutte (et avec la sensibilité politique propre du COURRIEL), profiter systématiquement des grandes manifestations nationales, voire des grands forums, etc. Non que nous nous refusions à l'initiative (rassemblement de la Fontaine Molière, lettres aux candidats à la présidentielle, à l'ensemble des députés, au Président élu, conférence du Festival d'Avignon, article dans le Monde Diplomatique, campagne d'affichage...) : mais nous ne pouvons prendre l'initiative dans chacun de ses domaines en même temps, et pour frapper partout et souvent, il nous faut limiter en nombre les actions les plus chronophages.

Nous souhaitons particulièrement marquer notre attachement à un travail de proximité, ponctuel mais prioritaire (tracts, affiches, conférences...) : conserver la première place au PEUPLE. Peut-être simplement, déjà, car toutes les victoires dans les autres domaines (médias, gouvernement, élus, juridique, ...) lui sont dues. Rien n'est possible sans l'appui d'un rapport de force, le frémissement d'une prise de conscience ; aucun journal ne publierait une analyse dont le contenu irait par trop à l'encontre de la sensibilité de son lectorat, ou qui ne répondrait pas (la place est chère !) à une « actualité » du moment, donc à un intérêt supposé pour le sujet. Aucun gouvernement ne nous recevrait, et, même si de notables exceptions existent, aucun élu ne nous écouterait. Il faut semer de la conscience pour récolter, demain, la force d'agir et la légitimité de décider.

En revanche, nous serions pour limiter nos efforts en direction des gouvernements, qui indépendamment des étiquettes qu'ils se donnent et des discours émouvants qu'ils font finalement tous, gardent en commun un amour suspect du « modèle américain » et un acharnement singulier à promouvoir *sa* langue. Les styles et les prévenances changent, les espoirs aussi (au début), mais les faits demeurent : on nous lanterne.

Sous la nouvelle présidence, par exemple, la réponse du Président de la République renvoyait à ses ministres, lesquels se sont fait tirer l'oreille, à l'exception du ministère de la Défense (pas de retour concret), et du ministère de l'Enseignement Supérieur (dont le nouveau projet de loi cadre pour l'Université prévoit de multiplier les dérogations à la loi Toubon, et par là d'encourager « l'attractivité » du territoire en généralisant les enseignements en anglais...).

### 3. [STRATÉGIE] Angle d'attaque

Après les moyens, passons aux biais.

Quel aspects de l'anglophonisation de notre société vous semble le mieux à même de toucher les consciences et de porter notre combat ?

Auquel devrions nous accorder la priorité de notre attention ?

- a) **Média** (TV-émissions, radios, journaux, magazines, communiqués institutionnels...).
- b) **Loisirs** (cinéma, TV-films, ...).
- c) **Consommation/Commerce** (publicité, enseignes, slogans, dénomination de produits/services, emballages, notices...).
- d) **Travail** (imposition de l'anglais à l'embauche, dans le quotidien du poste, dans les réunions de service et la gouvernance des entreprises, dans la structure, dans les outils informatiques et les procédures, dans la rédaction des documents internes et externes, dans les acronymes et termes « métiers » d'usage...).
- e) **International** (instances internationales type UE, ARENA, et leur fonctionnement monolingue, mais aussi en informant sur l'anglophonisation dramatique de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Ukraine, etc.).
- f) **Éducation** (maternelle, primaire, collège, lycée ; ou comment l'enseignement publique est progressivement détourné contre la Nation et devient un des outils coloniaux).
- g) **Enseignement supérieur** (Universités et Grandes Écoles, Science-Po, la « mode » de l'anglais comme langue de formation disciplinaire, parfois seule langue proposée du diplôme...).
- h) **Recherche** (avec l'anglais imposé par les agences de l'État, en plus de l'anglomanie propre au milieu, rendant notamment nos recherches moins accessibles à nos PME, dépendantes de circuits d'appréciation étrangers, en plus de faire de l'anglais le sésame des carrières, ...).

#### Le programme du bureau national :

Le bureau national est, là encore, pour une démarche globale, c'est à dire ne lâcher sur aucun aspect de la société, ne rien concéder à l'adversaire, fut-ce par notre silence.

Cependant, le **monde du travail** et celui de l'**Enseignement Scolaire et Supérieur** nous semblent **des domaines clés** pour l'ensemble du combat. Car c'est du travail (du patronat) que vient la plus ferme incitation à l'anglais, la plus coercitive et la plus efficace. Elle s'impose alors naturellement dans l'Université, qui a (aussi) vocation à y préparer, et qui suit en parallèle, en tant désormais qu'entreprise à part entière (cf. la LRU de V. Péresse), avec un besoin de rendement, de « performance » (financière) et « d'attractivité » (des riches clients étrangers), sa propre démarche volontaire de passage au tout-anglais.

Le piège est alors en place, et le lycée est adapté pour donner les meilleures chances

de réussite dans les études supérieures (donc le meilleur niveau en anglais, qui conditionne tout l'accès aux cours et, selon l'aisance, la réussite aux examens). On redescend de là au collège (porte du lycée), et enfin à la primaire et à la maternelle, car on ne préparera alors jamais assez tôt la réussite de son enfant.

Enfin, viennent alors les mesures d'éducation passive, collectives, comme les films en version anglaise sous-titrée (proposition de J.M. Copé, secrétaire général de l'UMP), en complément d'un besoin d'apprentissage accepté et validé tout au long du cursus et de la vie professionnelle. Vient alors les raccourcis « niveau d'étude = niveau d'anglais » et « anglais = langue comprise par tout le monde », etc.

Tout ceci est déjà en cours, à l'œuvre. Saper la propagande du travail et des études nous apparaît essentiel pour faire progresser notre combat dans les mentalités, souvent défaitistes et malheureusement de plus en plus acquises à cette aliénation.

#### **4. [Interne] Recensement de nos forces**

*Cette partie est moins un vote qu'un sondage ; il nous a semblé opportun de l'insérer dans la continuité du débat, car c'est l'autre face d'une même pièce : la mise en regard des actions et des moyens.*

*Devant le durcissement récent de la bataille des mentalités, et l'accélération de la substitution par l'anglais (dans à peu près tous les domaines, avec ce point commun d'être de plus en plus officiel et décomplexé, voire revendicatif !), il nous faut également augmenter le rythme et la portée de nos actions.*

*Les questions suivantes ont donc pour objet de permettre au bureau de mieux estimer les bonnes volontés nécessaires à son action, afin la dimensionner en conséquence. C'est aussi pour chacun de vous l'occasion de questionner votre engagement et de le faire connaître.*

*Il est évident que la mise en œuvre de l'ensemble des propositions débattues ci-dessus demandera et demande déjà, en l'état, un très important travail, en sus de la gestion courante de l'association et de ses deux sites Internet complémentaires.*

*-Rappelons enfin que le bureau national ne comprend que 6 membres dont la moitié de jeunes actifs.*

- a) **Événement ponctuel** ; seriez-vous prêt, pour rendre possible une action dont vous croyez en la nécessité ou l'efficacité, à :
1. **Proposer vos services** (participation physique sur une demi-journée en fin de semaine, par exemple, ou soutien à l'organisation, en amont) ?
  2. **Consentir un don** pour contribuer aux frais occasionnels de la manifestation (exemple : 20€) ?



b) **Antenne locale** ; seriez-vous prêt, si d'autres militants étaient également intéressés dans votre département :

1. **à créer** une antenne locale du COURRIEL pour décliner, avec l'aide de l'Association, les actions du bureau national, mais aussi organiser vos propres actions ciblées (le bureau national pouvant alors vous apporter le soutien logistique que vous estimeriez nécessaire) ?
2. **à rejoindre** une antenne locale déjà constituée ?

Si oui, à quel poste seriez-vous le mieux à votre place :

1. président,
2. trésorier,
3. responsable communication (communiqués, site, ...),
4. militant *actif* (tractage, collage, manifestations, organisation...),
5. autre ?

c) **Bureau national** ; envisageriez-vous, sous la responsabilité du président et la supervision du secrétaire-général,

1. d'assurer le **support informatique** pour les sites Internet [*secrétaire informatique*], en étant notamment en charge de l'amélioration de l'interface des sites (graphique et ergonomie), de la création de nouvelles pages et de nouvelles fonctionnalités (formulaire d'adhésion en ligne, interface de mise à jour, etc.) ?
2. d'assurer le **suivi de la correspondance** reçue par le bureau [*secrétaire aux correspondances*], afin d'aiguiller les sollicitations entre les membres du bureau, d'effectuer les rappels éventuellement nécessaire, et finalement de s'assurer que tout message reçoive réponse ?
3. d'assurer conjointement la **trésorerie** et la **gestion des adhérents** [*secrétaire administratif*], c'est à dire tenue de la comptabilité, des listes de militants, accueil des nouveaux adhérents, appels annuels à cotisation, etc. Deux activités liées et essentielles, relativement fastidieuses, peu prenantes mais demandant une grande régularité et un grand sérieux ?
4. de prendre la **responsabilité** de projets divers et ponctuels [*secrétaire aux projets*], tels que lettres de protestation auprès des autorités compétentes (CSA, médiateur de la République, etc.), organisation de manifestations (rédaction et dépôt de la demande en préfecture, réservation d'une salle,

etc.), réalisation de matériel (impression de tracts, badges, banderoles, drapeaux...), dossiers de presse, etc. ?

5. **d'épauler le secrétariat général** [*secrétaire délégué auprès du secrétariat général*],  
à travers un poste administratif incluant le suivi des décisions et divers travaux de synthèse (réunions, avancements des projets...) visant à fluidifier la prise de décision au sein du bureau ?

### **Éléments de décision :**

Rejoindre le bureau national, ou un bureau local, demande un engagement régulier, constant, et un bon sens des responsabilités.

C'est une démarche personnelle, avec une évaluation du temps que l'on est prêt à donner à l'association chaque semaine, mais aussi des tâches dans lesquelles on sera le plus « à sa place » : le plus efficace, et le plus épanoui.

C'est le rôle du secrétaire général que de voir avec chaque candidat les postes qui pourraient lui correspondre, de définir conjointement avec lui le niveau d'engagement qui sera la base du contrat moral passé avec l'Association.

Il ne peut évidemment s'agir de forcer un engagement, ce qui ne serait pas durable, mais de rendre collectivement efficaces et cohérentes toutes les bonnes volontés, *quelles qu'elles soient*.

## POUR AIDER L'ASSOCIATION :

Au delà des engagements réguliers suggérés par le point 4 des propositions de vote, nous souhaiterions rappeler un certain nombre de petites évidences, de petits actes quotidiens, dont l'incidence collective ne serait pas négligeable ; quelques pistes pour la résistance individuelle.

*Petit guide du militant actif :*

- ⌚ **Incitez** vos proches à s'inscrire aux bulletins d'information du COURRIEL (qui va avoir vocation à devenir plus régulier), et partagez constamment vos nouvelles analyses de ce combat.
- ⌚ **Envoyez** au bureau des témoignages de résistance ou de progression du phénomène dans vos métiers, dans vos cercles. Contribuez à la connaissance de la situation.
- ⌚ **Soyez volontaires** pour coller/déposer des affiches, des autocollants, dans vos quartiers, chez vos commerçants, dans les espaces d'affichages de vos locaux professionnels.
- ⌚ **Revendiquez** votre appartenance à l'Association, à la résistance linguistique. Affirmez-vous : la cause pâtit plus que tout de son manque de visibilité, de son manque d'ancrage quotidien. Vous avez dit « non ». Faites le entendre, faites que l'on ne puisse l'ignorer.
- ⌚ **Proposez** des actions que nous pourrions soutenir : organisez des rencontres, des conférences, des distributions ponctuelles de tracts, et demandez-nous l'aide logistique, matérielle, humaine (conférencier, expert de tel ou tel domaine d'activité...). *Attendez tout de nous, mais plus encore de vous-même.* L'Association a l'expérience, du matériel (banderole, sonorisation, affiches...), mais VOUS avez les contacts, la connaissance du terrain, du besoin.